



SYNDICAT MIXTE AUTOLIB' ET VELIB' METROPOLE
2, rue Jean Lantier
75001 PARIS

Accusé de réception en préfecture
075-200021624-20170920-VM_Avenant2-CC
Date de télétransmission : 22/09/2017
Date de dépôt en préfecture : 22/09/2017

AVENANT N°2
AU MARCHE N°VM 201701-1

AVENANT RELATIF A LA MODIFICATION DU BORDEREAU DES PRIX
UNITAIRES ANNEXE 1 DE L'ACTE D'ENGAGEMENT

ENTRE

Le Syndicat Mixte Autolib' et Vélib' Métropole,

Représenté par Madame Véronique HACHÉ Directrice, dument habilitée par arrêté de la Présidente n°2017-35 du 12 juillet 2017,

ET

La société SMOVENGO, société par actions simplifiée au capital de 4 000 000 euros ayant son siège social 7 avenue de la République – 75011 Paris, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le n°830 888 640,

Représentée par sa Présidente, la société MOBIVIA, société anonyme au capital de 57 990 600 euros dont le siège social est situé 511-589 rue des Seringats à Sainghin en Mélantois (59262) et immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Lille Métropole sous le numéro 470 501 545, elle-même représentée par son représentant permanent, Monsieur Yann MARTEIL.

Préambule

Le Syndicat mixte Autolib' et Vélib' Métropole a notifié le 9 mai 2017 le marché de vélos en libre-service- Vélib' au groupement SMOOVEnGO constitué des sociétés SMOOVE (mandataire), MARFINA SL, INDIGO INFRA et MOBIVIA.

Par un avenant n° 1 en date des 12 et 31 juillet 2017, notifié le 22 août 2017, le marché susvisé a été transféré à la société dédiée SMOVENGO composée des membres du groupement initialement attributaire du marché.

Le marché court à compter de sa notification au titulaire et intègre une période de préparation (de la notification au 31/12/2017) au cours de laquelle le titulaire a notamment pour mission d'implanter les stations sur l'espace public, essentiellement viaire, composé généralement de voirie en béton bitumineux et en asphalte.

Lors de l'analyse précise des sites, le prestataire identifie les matériaux constitutifs du sol sur lequel devra être implanté la station. Il interroge alors le propriétaire du sol (la Commune ou le Département dans la majorité des cas), qui l'informe de la présence ou non d'amiante, ou de l'absence de connaissance sur le sujet.

Yn V.18

Si l'article 3.2.2. Travaux du programme fonctionnel technique du ~~marché prévoit que les~~ repérages amiante sont à la charge des collectivités responsables de l'espace concerné par cette prestation, certaines communes membres du Syndicat mixte se trouvent dans l'impossibilité d'effectuer ces sondages dans les délais contraints liés au planning d'exécution des travaux du marché.

Il convient de trouver une solution pour réaliser ces diagnostics dans des délais compatibles avec la mise en service du vélib' dès la fin 2017.

Il est donc proposé que le titulaire du marché, qui a une connaissance précise des zones d'implantation des stations à mettre en œuvre, réalise les diagnostics amiante pour le compte du Syndicat.

1. Objet de l'avenant n°2 : Etablissement de diagnostic amiante

1.1. Modification du Chapitre 3.2.2. Travaux – au programme fonctionnel technique

Après le paragraphe : « Le titulaire prend en charge les travaux de génie civil, de raccordement aux réseaux ainsi que les déviations de réseaux. Sauf dispositions contraires contenues dans le présent marché, le titulaire respecte le CCTG de travaux en vigueur. », ajouter :

A l'issue des échanges avec les collectivités et des visites sur place permettant au titulaire d'identifier précisément les lieux d'implantation des stations, le titulaire, quand il a connaissance d'un risque d'amiante et que la collectivité ne souhaite pas réaliser par ses propres moyens les analyses consécutives, propose au pouvoir adjudicateur de réaliser cette prestation.

Le titulaire veillera, autant que faire se peut, à anticiper cette tâche supplémentaire de façon à limiter au maximum les décalages calendaires en fonction des résultats des analyses, il devra si nécessaire réaliser les travaux de désamiantage conformément aux conditions du BPU.

Le pouvoir adjudicateur émet un bon de commande indiquant le souhait de voir réaliser la prestation par le titulaire. Une fois le plan de carottage effectué, le bon de commande est complété en précisant le nombre de prélèvements à réaliser.

1.2. Modification du Chapitre 10. Descriptif des prestations du bordereau de prix unitaires du programme fonctionnel technique

Au paragraphe « BPU Chapitre 6 – Travaux de désamiantage », il convient d'ajouter les éléments suivants :

Le prix « DA4 – Diagnostic amiante standard » et le prix « DA5 – Diagnostic amiante urgent » intègrent les prestations suivantes :

- *Le plan de carottage*
- *Le carottage sur matériau de sol (voirie type enrobé, le cas échéant béton) sur l'ensemble du territoire du Syndicat y compris remise en état du sol. Elimination des déchets (EPI, matériau...). Etablissement et transmission d'un rapport de prélèvement*
- *La préparation du prélèvement pour envoi au laboratoire (y compris la séparation des couches si nécessaire, le broyage des matériaux, le conditionnement pour envoi en sachet et l'étiquetage)*
- *L'envoi des échantillons au laboratoire d'analyse*
- *L'analyse de recherche d'amiante META sur l'échantillon comprenant la préparation, l'analyse et l'élimination des échantillons conformément à la réglementation applicable. Etablissement et transmission du rapport d'analyse*
- *L'établissement et la transmission du dossier de synthèse sous format informatique par emplacement (en rassemblant si nécessaire plusieurs analyses effectuées en un même lieu)*

1.3. Ajout d'un paragraphe 7.2.3.5 bis Diagnostic amiante au programme fonctionnel administratif

Le délai d'information par le titulaire au pouvoir adjudicateur de la nécessité de réaliser une analyse amiante est de 24h après décision de la collectivité de ne pas réaliser cette prestation par ses propres moyens.

Le délai de transmission du rapport d'analyse est de 21 jours calendaires à compter de l'émission du bon de commande pour le diagnostic amiante standard (prix DA4) et 14 jours calendaires pour le diagnostic en urgence (prix DA5) à compter de cette même date.

1.4. Ajout de deux prix au Chapitre 6 – Travaux de désamiantage du BPU

Chapitre 6- Travaux de désamiantage

DA4	Diagnostic amiante standard	Par prélèvement	390,00 € HT
DA5	Diagnostic amiante urgent	Par prélèvement	500,00 € HT

2. Incidence financière de l'avenant

Le présent avenant est sans incidence financière sur le montant du marché.

Le marché demeure pour la partie des prestations traitées à prix unitaires sans montant maximum.

3. Autres dispositions

Toutes les autres clauses et conditions du marché demeurent applicables.

Le présent avenant prend effet au jour de sa notification par le Syndicat Mixte Autolib' et Vélib' Métropole à la société SMOVENGO, après sa transmission au contrôle de légalité.

Fait en deux (2) exemplaires originaux

Pour SMOVENGO SAS
M. Yann MARTEIL, représentant permanent de
Mobivia, elle-même Présidente de
SMOVENGO
A Paris, le
(signature du représentant dûment habilité de la
société et cachet de l'entreprise)



Pour le Syndicat Mixte Autolib' et Vélib' Métropole
Mme Véronique HACHÉ Directrice,
A Paris, le





SYNDICAT MIXTE AUTOLIB' ET VELIB' MÉTROPOLE
2, rue Jean Lantier
75001 PARIS

Accusé de réception en préfecture
075-200021624-20170920-VM_Avenant2-CC
Date de l'acte : 22/09/2017
Date de réception préfecture : 22/09/2017

AVENANT N°2
AU MARCHE N°VM 201701-1

AVENANT RELATIF A LA MODIFICATION DU BORDEREAU DES PRIX
UNITAIRES ANNEXE 1 DE L'ACTE D'ENGAGEMENT

ENTRE

Le Syndicat Mixte Autolib' et Vélib' Métropole,

Représenté par Madame Véronique HACHÉ Directrice, dument habilitée par arrêté de la Présidente n°2017-35 du 12 juillet 2017,

ET

La société SMOVENGO, société par actions simplifiée au capital de 4 000 000 euros ayant son siège social 7 avenue de la République – 75011 Paris, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le n°830 888 640,

Représentée par sa Présidente, la société MOBIVIA, société anonyme au capital de 57 990 600 euros dont le siège social est situé 511-589 rue des Seringats à Sainghin en Mélançois (59262) et immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Lille Métropole sous le numéro 470 501 545, elle-même représentée par son représentant permanent, Monsieur Yann MARTEIL.

Préambule

Le Syndicat mixte Autolib' et Vélib' Métropole a notifié le 9 mai 2017 le marché de vélos en libre-service- Vélib' au groupement SMOOVEnGO constitué des sociétés SMOOVE (mandataire), MARFINA SL, INDIGO INFRA et MOBIVIA.

Par un avenant n° 1 en date des 12 et 31 juillet 2017, notifié le 22 août 2017, le marché susvisé a été transféré à la société dédiée SMOVENGO composée des membres du groupement initialement attributaire du marché.

Le marché court à compter de sa notification au titulaire et intègre une période de préparation (de la notification au 31/12/2017) au cours de laquelle le titulaire a notamment pour mission d'implanter les stations sur l'espace public, essentiellement viaire, composé généralement de voirie en béton bitumineux et en asphalte.

Lors de l'analyse précise des sites, le prestataire identifie les matériaux constitutifs du sol sur lequel devra être implanté la station. Il interroge alors le propriétaire du sol (la Commune ou le Département dans la majorité des cas), qui l'informe de la présence ou non d'amiante, ou de l'absence de connaissance sur le sujet.

Si l'article 3.2.2. Travaux du programme fonctionnel technique du **marché prévoit que les** repérages amiante sont à la charge des collectivités responsables de l'espace concerné par cette prestation, certaines communes membres du Syndicat mixte se trouvent dans l'impossibilité d'effectuer ces sondages dans les délais contraints liés au planning d'exécution des travaux du marché.

Il convient de trouver une solution pour réaliser ces diagnostics dans des délais compatibles avec la mise en service du vélib' dès la fin 2017.

Il est donc proposé que le titulaire du marché, qui a une connaissance précise des zones d'implantation des stations à mettre en œuvre, réalise les diagnostics amiante pour le compte du Syndicat.

1. Objet de l'avenant n°2 : Etablissement de diagnostic amiante

1.1.Modification du Chapitre 3.2.2. Travaux – au programme fonctionnel technique

Après le paragraphe : « Le titulaire prend en charge les travaux de génie civil, de raccordement aux réseaux ainsi que les déviations de réseaux. Sauf dispositions contraires contenues dans le présent marché, le titulaire respecte le CCTG de travaux en vigueur. », ajouter :

A l'issue des échanges avec les collectivités et des visites sur place permettant au titulaire d'identifier précisément les lieux d'implantation des stations, le titulaire, quand il a connaissance d'un risque d'amiante et que la collectivité ne souhaite pas réaliser par ses propres moyens les analyses consécutives, propose au pouvoir adjudicateur de réaliser cette prestation.

Le titulaire veillera, autant que faire se peut, à anticiper cette tâche supplémentaire de façon à limiter au maximum les décalages calendaires en fonction des résultats des analyses, il devra si nécessaire réaliser les travaux de désamiantage conformément aux conditions du BPU.

Le pouvoir adjudicateur émet un bon de commande indiquant le souhait de voir réaliser la prestation par le titulaire. Une fois le plan de carottage effectué, le bon de commande est complété en précisant le nombre de prélèvements à réaliser.

1.2.Modification du Chapitre 10. Descriptif des prestations du bordereau de prix unitaires du programme fonctionnel technique

Au paragraphe « BPU Chapitre 6 – Travaux de désamiantage », il convient d'ajouter les éléments suivants :

Le prix « DA4 – Diagnostic amiante standard » et le prix « DA5 – Diagnostic amiante urgent » intègrent les prestations suivantes :

- *Le plan de carottage*
- *Le carottage sur matériau de sol (voirie type enrobé, le cas échéant béton) sur l'ensemble du territoire du Syndicat y compris remise en état du sol. Elimination des déchets (EPI, matériau...). Etablissement et transmission d'un rapport de prélèvement*
- *La préparation du prélèvement pour envoi au laboratoire (y compris la séparation des couches si nécessaire, le broyage des matériaux, le conditionnement pour envoi en sachet et l'étiquetage)*
- *L'envoi des échantillons au laboratoire d'analyse*
- *L'analyse de recherche d'amiante META sur l'échantillon comprenant la préparation, l'analyse et l'élimination des échantillons conformément à la réglementation applicable. Etablissement et transmission du rapport d'analyse*
- *L'établissement et la transmission du dossier de synthèse sous format informatique par emplacement (en rassemblant si nécessaire plusieurs analyses effectuées en un même lieu)*

1.3.Ajout d'un paragraphe 7.2.3.5 bis Diagnostic amiante au programme fonctionnel administratif

Le délai d'information par le titulaire au pouvoir adjudicateur de la nécessité de réaliser une analyse amiante est de 24h après décision de la collectivité de ne pas réaliser cette prestation par ses propres moyens.

Le délai de transmission du rapport d'analyse est de 21 jours calendaires à compter de l'émission du bon de commande pour le diagnostic amiante standard (prix DA4) et 14 jours calendaires pour le diagnostic en urgence (prix DA5) à compter de cette même date.

1.4. Ajout de deux prix au Chapitre 6 – Travaux de désamiantage du BPU

Chapitre 6- Travaux de désamiantage

DA4	Diagnostic amiante standard	Par prélèvement	390,00 € HT
DA5	Diagnostic amiante urgent	Par prélèvement	500,00 € HT

2. Incidence financière de l'avenant

Le présent avenant est sans incidence financière sur le montant du marché.

Le marché demeure pour la partie des prestations traitées à prix unitaires sans montant maximum.

3. Autres dispositions

Toutes les autres clauses et conditions du marché demeurent applicables.

Le présent avenant prend effet au jour de sa notification par le Syndicat Mixte Autolib' et Vélib' Métropole à la société SMOVENGO, après sa transmission au contrôle de légalité.

Fait en deux (2) exemplaires originaux

Pour SMOVENGO SAS
M. Yann MARTEIL, représentant permanent de
Mobivia, elle-même Présidente de
SMOVENGO
A Paris, le
(signature du représentant dûment habilité de la
société et cachet de l'entreprise)



Pour le Syndicat Mixte Autolib' et Vélib' Métropole
Mme Véronique HACHÉ Directrice,
A Paris, le

